

Les Pyrénées-Orientales : un département toujours attractif malgré les difficultés sociales

Insee Analyses Occitanie • n° 138 • Septembre 2023

Le département des Pyrénées-Orientales est très attractif. Sa population a fortement augmenté sur les dernières décennies, les arrivants dans le département étant plus nombreux que les partants. Cependant, la croissance démographique ralentit sur la période récente. Conséquence de cet essor démographique, la pression sur le foncier est forte et fait grimper le prix des terrains.

Le département figure parmi les plus pauvres de France métropolitaine. En particulier, certains quartiers de la politique de la ville de Perpignan sont parmi les plus défavorisés de France métropolitaine. Le chômage est très présent. L'emploi progresse moins vite que la population. L'emploi saisonnier est important dans ce département à forte vocation touristique, mais aussi agricole. C'est un des départements les mieux dotés en emplacements de campings. Les résidences secondaires sont également nombreuses ; elles représentent la moitié des logements sur le littoral et plus des trois quarts dans certaines communes de montagne.

La population augmente moins vite sur la période récente

La population des Pyrénées-Orientales a augmenté de 70 % depuis 1970. Le département compte 491 000 habitants au 1^{er} janvier 2023. C'est le 10^e département de France métropolitaine où la croissance démographique est la plus forte au cours des cinquante dernières années. La hausse de la population a été portée uniquement par les migrations, les décès étant plus nombreux que les naissances sur toute la période. L'attraction des territoires situés au sud de la France, proches du littoral, joue pleinement pour ce département. Néanmoins, la population progresse moins vite depuis 2014 que précédemment : +0,6 % par an depuis cette date, au lieu de +0,9 % entre 2009 et 2014. Cette inflexion s'explique à la fois par un creusement du déficit naturel et un fléchissement de l'excédent migratoire. Les Pyrénées-Orientales ont reculé au 17^e rang des départements de France métropolitaine pour la hausse de population sur les dernières années. Si les tendances démographiques actuelles se poursuivaient, la population augmenterait de moins en moins vite, jusqu'à 515 000 habitants en 2055 avant de fléchir.

La commune de Perpignan, 4^e d'Occitanie, plafonne à près de 120 000 habitants

► figure 1.

La périurbanisation provoque une hausse rapide de la population en banlieue de Perpignan ► [méthodologie](#) depuis 1970 et sur des territoires de plus en plus éloignés sur les dernières décennies. Le littoral, déjà densément peuplé, croît moins rapidement,

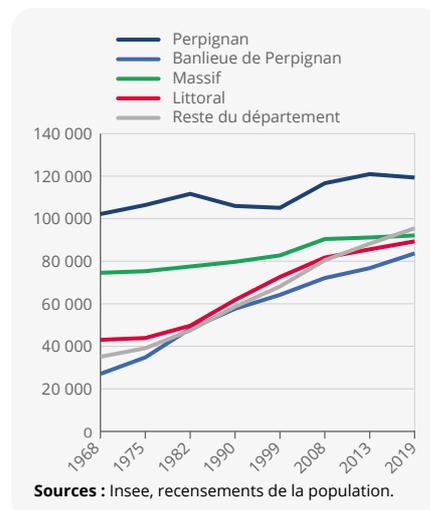
les résidences secondaires venant en concurrence sur un marché immobilier tendu. En comparaison, les communes du massif pyrénéen ont une démographie peu dynamique, plombée par le déficit naturel.

Les Pyrénées-Orientales attirent plus les seniors que les jeunes

Massif pyrénéen, littoral, banlieue de Perpignan, reste du département, tous ces territoires gagnent des habitants au jeu des migrations. Seule la commune de Perpignan compte plus de partants que d'arrivants sur la période récente. C'est avec l'Hérault et la Haute-Garonne que les échanges sont les plus nombreux à l'échelle du département, mais ils sont déficitaires : les partants vers ces départements, en particulier vers Toulouse et Montpellier, sont plus nombreux que les arrivants. À l'inverse, les Pyrénées-Orientales attirent des habitants d'Île-de-France et des Hauts-de-France. Par ailleurs, en 2018, un nouvel habitant dans le département sur huit résidait auparavant à l'étranger. Les Pyrénées-Orientales se placent au 28^e rang des départements de France métropolitaine pour la part des arrivants de l'étranger. Le premier pays d'origine est l'Espagne, puis avec des arrivants en nombre plus réduit, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Algérie et le Maroc. Les arrivants de l'étranger sont plus jeunes que les arrivants en provenance du reste de la France. Globalement, le département perd des jeunes âgés de 18 à 24 ans qui partent pour poursuivre des études supérieures ou accéder à un emploi et gagne surtout

des habitants âgés de 55 à 64 ans. Des jeunes ménages avec enfants partent de la commune de Perpignan en lien avec les mouvements classiques de périurbanisation. Elle perd aussi des jeunes de 18 à 24 ans. L'excédent migratoire est plus fort dans les communes du département situées dans le massif pyrénéen que sur le littoral, en proportion de la population. Dans le massif, les arrivées dépassent les départs pour toutes les tranches d'âge sauf pour les 18-29 ans, alors que le littoral gagne surtout des personnes âgées de 55 ans ou plus au jeu des migrations. C'est à Perpignan mais aussi dans les communes du massif que la part des arrivants de l'étranger est la plus élevée.

► 1. Évolution de la population par territoire



Deux fois plus de seniors que de jeunes en 2040

En 1975, le département comptait 67 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 de moins de 20 ans. En 2023, ce rapport atteint 128 pour 100. En 2040, si les tendances démographiques récentes se poursuivent, il atteindra 194 pour 100, c'est-à-dire que la population âgée de 65 ans ou plus sera presque deux fois plus nombreuse que celle de moins de 20 ans. Le vieillissement n'est pas spécifique aux Pyrénées-Orientales car il est lié à l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom. Mais dans ce département, il est amplifié par les migrations. En 2023, 27 % de la population des Pyrénées-Orientales a 65 ans ou plus, soit six points de plus qu'au niveau national. C'est sur le littoral que la part des seniors est la plus élevée, plus encore que dans le massif pyrénéen. C'est moins vrai aux âges les plus avancés : le massif et le littoral comptent des proportions de personnes de 85 ans ou plus quasi identiques ► **figure 2**. Au regard du nombre de personnes âgées, les Pyrénées-Orientales figurent parmi les départements français ayant la plus faible capacité d'hébergement en Ehpad et autres établissements (résidences autonomie, services de soins de longue durée). En 2019, 12,8 % des 85 ans ou plus vivent en Ehpad dans le département, contre 18,0 % en France métropolitaine. La prise en charge du grand âge concerne donc encore plus qu'ailleurs des personnes qui n'ont pas quitté leur domicile. Le département compte 9 700 personnes de 85 ans ou plus vivant seules dans leur logement et 1 500 couples dont les deux conjoints ont atteint cet âge. L'accès aux commerces et aux services de santé est un enjeu fort pour ces populations à la mobilité parfois réduite. Attractif, le département l'est également pour les professionnels de santé. Les habitants bénéficient d'une accessibilité aux médecins généralistes et d'une capacité de prise en charge en soins infirmiers à domicile supérieures à la moyenne nationale. Certains territoires très

peu denses et enclavés du massif pyrénéen restent cependant relativement éloignés de ces professionnels.

Le deuxième département le plus pauvre

Le département des Pyrénées-Orientales est le deuxième département le plus pauvre de France métropolitaine, juste derrière la Seine-Saint-Denis. En 2020, 21 % des habitants sont en situation de pauvreté, disposant de moins de 1 120 € par mois pour une personne seule ou de moins de 2 352 € par mois pour un couple avec deux jeunes enfants. C'est 6 points de plus qu'en France métropolitaine mais aussi plus que dans les autres départements du littoral languedocien où la pauvreté est également très prégnante. Par ailleurs, 14 % de la population de moins de 65 ans est couverte par le revenu de solidarité active (RSA) fin 2020, soit deux fois plus qu'en moyenne en France métropolitaine. Avec un tiers de ses habitants sous le seuil de pauvreté, la commune de Perpignan est la première concernée ► **figure 3**.

La précarité sociale est particulièrement marquée dans certains quartiers de la ville ► **encadré**. Les autres territoires du département, et en particulier la zone située dans le massif pyrénéen, sont également touchés par une pauvreté plus fréquente qu'en moyenne en France. Comme ailleurs, le risque de pauvreté est plus répandu dans les familles monoparentales qui sont nombreuses dans le département (20 % des ménages contre 17 % en France). Par contre, les seniors sont moins concernés par la pauvreté que dans les départements très ruraux tels que la Creuse, le Gers ou la Lozère, où les retraités agricoles sont plus nombreux.

Le grand écart des niveaux de vie à Perpignan

En 2020, les 10 % des habitants des Pyrénées-Orientales les plus pauvres

disposent d'un niveau de vie inférieur à 880 € par mois alors qu'il dépasse 2 870 € par mois pour les 10 % les plus aisés. Cet écart est proche de celui observé dans les autres départements de province. C'est à Perpignan qu'il est le plus marqué, surtout parce que les personnes en situation de pauvreté y sont encore plus pauvres qu'ailleurs. Les écarts de niveau de vie entre quartiers, et même au sein des quartiers, sont importants. Ainsi, les 10 % des habitants les plus riches du quartier favorisé « Route de Canet » disposent d'un niveau de vie de plus de 5 880 € par mois en 2020, contre 1 500 € dans les quartiers de la politique de la ville « Bas Vernet-Ancien Zus » et « Champs de Mars » où la pauvreté est très répandue. Mais même dans ce quartier favorisé « Route de Canet », les personnes en situation de pauvreté sont nombreuses : 10 % des habitants y vivent avec moins de 1 070 € par mois.

De grandes difficultés d'accès à l'emploi

Les Pyrénées-Orientales figurent parmi les départements de France métropolitaine où la population de 25 à 54 ans est la moins souvent en position d'activité : 14,2 % n'est ni en emploi ni au chômage, contre 9,3 % en France métropolitaine. Pour les actifs, l'accès à l'emploi est difficile. Le taux de chômage, 11,7 % en moyenne en 2022, est le plus élevé de France métropolitaine (7,3 % en moyenne en 2022). Il est au 1^{er} rang pour le chômage des jeunes, pour celui des hommes comme pour celui des femmes, au 2^e rang derrière la Seine-Saint-Denis pour celui des 50 ans ou plus. Le niveau élevé de chômage contribue au taux de pauvreté et à la forte prévalence de situations sociales difficiles. Un enfant sur cinq vit dans une famille sans personne en emploi et un jeune de 18 à 25 ans sur trois n'est ni en formation ni en emploi. L'accès à l'emploi est rendu difficile par des niveaux de formation souvent faibles. Le département est celui de France métropolitaine où les 15-29 ans sont le plus souvent non diplômés : 24 % de ceux qui ne

► 2. Indicateurs par territoire

	Perpignan	Banlieue de Perpignan	Littoral	Massif	Reste du département	Pyrénées-Orientales
Nombre de communes	1	14	15	155	41	226
Population au 1 ^{er} janvier 2020	118 032	84 966	90 363	92 508	96 896	482 765
Densité (h/km ²)	1 752	556	233	30	185	116
Évolution de la population entre 1968 et 1990 (en %)	3,7	113,1	43,5	6,9	67,1	29,0
Évolution de la population entre 1990 et 2020 (en %)	11,4	47,4	46,3	16,0	65,2	32,7
Part de la population ayant 65 ans ou + en 2019 (en %)	22,5	22,9	33,5	29,1	23,1	26,0
Part de la population ayant 85 ans ou + en 2019 (en %)	4,5	3,8	5,0	5,2	3,5	4,4
Part de résidences secondaires et logements occasionnels en 2019 (en %)	3,6	2,6	54,1	41,6	6,3	28,1
Taux de pauvreté en 2020 (en %)	32	16	18	21	15	21
Niveau de vie médian annuel en 2020 (en euros)	17 150	21 060	20 760	19 830	21 410	20 070
1 ^{er} décile de niveau de vie annuel D1 (en euros)	9 320	11 660	11 100	10 440	11 880	10 580
9 ^{ème} décile de niveau de vie annuel D9 (en euros)	33 170	35 240	35 000	33 460	35 040	34 430
Rapport interdécile du niveau de vie D9/D1	3,6	3,0	3,2	3,2	2,9	3,3
Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés résidents en 2019	196,4	68,9	88,8	86,4	49,1	98,2
Part de la sphère présentielle dans l'emploi en 2019 (en %)	73,2	71,7	80,3	79,0	75,0	75,3

Sources : Insee, recensements de la population 2019 et 2020, Flores 2019, FiLoSoFi 2020.

sont pas scolarisés sont titulaires au mieux d'un brevet des collèges.

Le département fait face à un déséquilibre entre son attractivité et son développement économique. Le nombre d'emplois offerts augmente moins vite que la population active : +3,7 % contre +8,4 % entre 2008 et 2019. Les conséquences sont en premier lieu une hausse du chômage et dans une moindre mesure un nombre croissant, quoique faible, d'actifs travaillant hors du département. Les navettes transfrontalières avec l'Espagne restent marginales.

Une économie fortement présentielle

Dans les Pyrénées-Orientales, 75 % des emplois relèvent de la sphère présentielle contre 65 % en moyenne en France métropolitaine. Ces emplois appartiennent majoritairement aux secteurs du commerce de détail et des services aux particuliers. Ils sont liés à la satisfaction des besoins des personnes présentes qu'elles soient résidentes ou touristes. Ils accompagnent l'essor démographique du département et sont dopés par le tourisme sur certains territoires. Néanmoins, leur poids dans l'économie du département n'augmente plus et l'équilibre entre sphère présentielle et sphère productive se stabilise sur la période récente.

Le secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche) constitue le seul pan de l'économie productive plus présent qu'à l'échelle nationale (3,2 % des emplois en 2020 contre 2,3 % en France métropolitaine). La pêche pèse très peu et est essentiellement artisanale. L'agriculture est diversifiée (viticulture, arboriculture, maraîchage, élevage) et s'oriente vers les produits sous signe de qualité. L'agriculture biologique, en particulier, a connu un essor important. En 2021, 39 % des surfaces sont cultivées en bio plaçant les Pyrénées-Orientales en cinquième position des départements français. L'adaptation au changement climatique qui modifie les cycles végétaux et exacerbe les tensions sur la ressource en eau est un enjeu majeur dans ce département.

L'industrie est peu présente (6,4 % des emplois contre 11,6 % en France métropolitaine en 2020), mais le nombre d'emplois industriels parvient à se maintenir depuis les années 90. Le département n'accueille pas de grand établissement industriel, mais plusieurs, de taille moyenne, ont su faire évoluer leurs activités pour se développer. Ainsi, Florette (IAA à Toreilles), Republic Technologies France Sas (papier à Perpignan), Sterimed (matériel médical à Amélie-les-Bains) et Cemoi Chocolatier à Perpignan emploient chacun entre 250 et 400 salariés. La construction nautique, avec en particulier Catana qui emploie près de 200 personnes à Canet-en-Roussillon,

► Encadré - Des quartiers de Perpignan parmi les plus défavorisés de France

La commune de Perpignan comptabilise neuf quartiers de la politique de la ville (QPV) et un quart de sa population réside en QPV. Trois d'entre eux, qui regroupent environ 5 800 habitants, figurent parmi les cinq QPV les plus pauvres de France métropolitaine en 2020 : Rois de Majorque, Champs de Mars et Bas-Vernet-Ancien-ZUS. Près de 70 % des habitants de ces trois quartiers vivent sous le seuil de pauvreté en 2020. Le QPV Diagonale du Haut-Moyen Vernet (4 800 habitants) n'est guère plus favorisé avec 61 % des habitants sous le seuil de pauvreté. Entre 2013 et 2018, le nombre d'habitants recule très sensiblement sur le QPV Centre Ancien concerné par des opérations de réhabilitation, mais il reste encore le plus peuplé avec 7 700 habitants en 2018. Le taux de pauvreté y atteint 52 % en 2020.

La population des QPV est jeune : 38 % des habitants ont moins de 25 ans, contre 30 % dans l'ensemble de la commune de Perpignan. Les niveaux d'études sont bas, le diplôme le plus élevé est un brevet des collèges pour 44 % des habitants des QPV de Perpignan. L'insertion des jeunes de ces quartiers dans l'emploi est particulièrement difficile : 46 % des jeunes de 16 à 25 ans habitant un QPV ne sont ni scolarisés ni en emploi (31 % dans l'ensemble de la commune). Quatre familles sur dix sont monoparentales. Seulement 17 % des ménages sont propriétaires de leur logement en QPV contre 41 % sur l'ensemble de la commune de Perpignan.

Dans les Pyrénées-Orientales, seule la commune d'Elne comprend également un QPV. Il est peu peuplé et bien moins défavorisé.

constitue le volet industriel des activités liées à la mer. Celles-ci comprennent également des établissements du secteur des transports avec le port de commerce de Port-Vendres (second port fruitier de Méditerranée après Fos-sur-Mer), des commerces et services en lien avec le tourisme du littoral et même de la recherche avec l'Observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer.

Le secteur tertiaire représente 83 % des emplois, soit quatre points de plus qu'en France métropolitaine. Le département ne se distingue pourtant pas par une sur-administration : rapportés à la population, les effectifs dans la fonction publique sont inférieurs à la moyenne nationale. Les établissements relevant du domaine public représentent 24 % des postes salariés et jusqu'à 29 % à Perpignan. Les trois premiers employeurs dans les Pyrénées-Orientales sont par ordre décroissant le centre hospitalier de Perpignan, la mairie de Perpignan et le Conseil départemental.

Un tourisme important mais saisonnier

Les atouts naturels et patrimoniaux des Pyrénées-Orientales en font un département

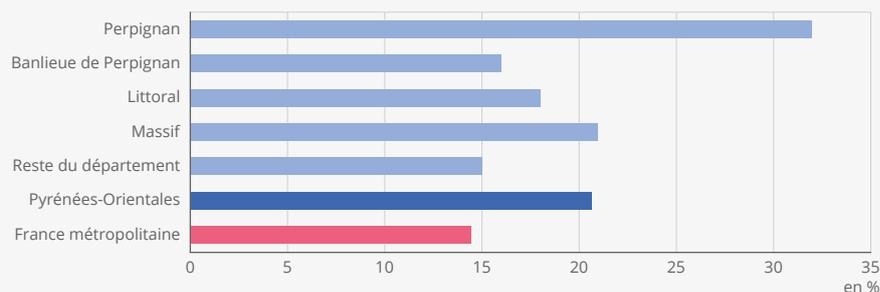
à forte vocation touristique, avec en première ligne un tourisme balnéaire mais également de sports d'hiver, de montagne, thermal, de nature et culturel. C'est le 6^e département de France pour le nombre d'emplacements de camping, le 10^e pour la capacité d'accueil dans les hébergements collectifs de tourisme. En 2019, la présence des touristes génère 10,1 % des emplois marchands en moyenne sur l'année, contre 6,4 % en France. La saisonnalité de ces emplois est forte, comme celle des emplois salariés agricoles.

Plus de 26 000 postes saisonniers ont au total été occupés en 2017 (hors intérim), plaçant les Pyrénées-Orientales au 1^{er} rang des départements d'Occitanie pour le poids des postes saisonniers dans l'emploi salarié du secteur privé (14,0 % contre 7,7 % en moyenne dans la région). Une majorité de ces postes sont occupés par une main d'œuvre locale.

Les résidences secondaires largement prédominantes sur certains territoires

En 2019, 28 % des logements sont des résidences secondaires (ou des logements

► 3. Taux de pauvreté en 2020*



* au seuil de 60 % du niveau de vie médian métropolitain

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FILOSoFi) 2020.

occasionnels) ► **figure 4.** C'est la plus forte proportion de tous les départements du littoral méditerranéen hors Corse. Les Pyrénées-Orientales comptent près de 100 000 résidences secondaires. Entre 1968 et 1999, leur nombre a augmenté 4 à 5 fois plus vite que celui des résidences principales, en lien avec le développement du tourisme de masse sur le littoral et des sports d'hiver. Depuis 2000, le parc de résidences secondaires croît moins vite que celui des résidences principales.

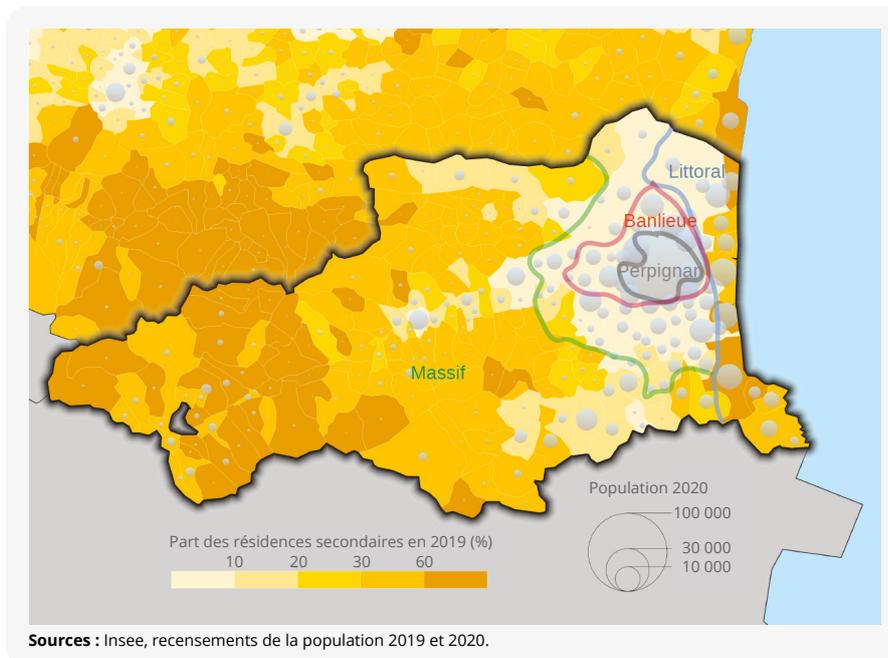
Sur le littoral, 54 % des logements sont des résidences secondaires. Dans le massif pyrénéen, la proportion est moindre (42 %), mais elle atteint près de 90 % dans certaines communes dotées de stations de sports d'hiver (Les Angles et Bolquère). La durée d'occupation des résidences secondaires est un enjeu fort pour la vitalité des territoires. Sur la Côte Vermeille, plus de la moitié des propriétaires de résidences secondaires résident à au moins trois heures en voiture, ce qui peut induire une occupation limitée dans l'année par leurs propriétaires. La mise en location saisonnière de ces biens peut néanmoins étendre leur durée d'occupation. Dans les stations de montagne, les propriétaires sont moins éloignés.

Lorsqu'ils occupent leur logement, les propriétaires de résidences secondaires contribuent à une élévation du niveau de vie sur le département puisqu'ils sont plus riches que la population résidant à l'année. Un quart d'entre eux font partie des 10 % des Français les plus aisés. L'importance de ces résidences secondaires prisées par une population aisée contribue à augmenter les prix de l'immobilier et rend l'accès à la propriété difficile dans les communes touristiques du département pour une population locale nettement moins favorisée.

Un marché des terrains à bâtir tendu par la pression sur le foncier

Le département fait face à une hausse continue de la population dans un contexte de risques naturels forts qui s'amplifient avec le changement climatique : inondation et submersion, incendie, sécheresse. La protection des espaces naturels et la préservation des espaces agricoles limitent eux aussi les disponibilités foncières pour la construction neuve, entraînant des prix élevés et une taille réduite des terrains à bâtir. Le prix moyen des terrains vendus en 2020 est le plus élevé d'Occitanie, à

► 4. Population et part de résidences secondaires par commune



égalité avec celui observé dans l'Hérault. Il a augmenté de 40 % en 13 ans. Conséquence de la raréfaction des surfaces disponibles et de leur renchérissement, la superficie des parcelles achetées est faible : 438 m² en moyenne en 2020 contre près de 600 m² dans l'Hérault et 1 000 m² en Haute-Garonne. Elle ne cesse de diminuer depuis plusieurs années mais semble avoir atteint un seuil difficilement compressible.

Concernant le marché de l'immobilier, une forte dispersion des prix est observée sur le territoire. La commune de Perpignan se distingue par des prix inférieurs à ceux observés sur une grande partie du département. C'est une des villes de plus de 100 000 habitants les moins chères de France, avec Saint-Étienne, Limoges, Brest et Le Mans. Les communes les plus cotées sont situées sur le littoral mais aussi dans une partie du massif pyrénéen à environ une demi-heure en voiture de Perpignan (Laroque-des-Albères ou Sorède par exemple). ●

Catherine Lavaud

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Méthodologie

Le **zonage** suivant a été privilégié dans les analyses infra-départementales, zonage qui s'appuie sur des évolutions démographiques et des enjeux différenciés :

- commune de Perpignan (25 % de la population du département) ;
- banlieue de Perpignan, constituée des 14 autres communes de l'unité urbaine (17 % de la population) ;
- littoral, à savoir communes concernées par la loi Littoral (19 % de la population) ;
- massif, à savoir périmètre officiel du massif des Pyrénées situé dans le département hors quelques communes du littoral (19 % de la population et 73 % de la superficie du département) ;
- reste du département (20 % de la population).

► Pour en savoir plus

- « Les dynamiques démographiques dans les départements d'Occitanie : populations légales au 1^{er} janvier 2020 », *Insee Dossier Occitanie* n° 17, janvier 2023.
- « D'ici 2070, l'Occitanie gagnerait 824 000 habitants », *Insee Analyses Occitanie* n° 123, novembre 2022.
- « L'accueil des touristes génère 125 000 emplois en Occitanie en 2019 », *Insee Analyses Occitanie* n° 122, novembre 2022.
- « L'Occitanie, première région française pour le nombre de résidences secondaires », *Insee Analyses Occitanie* n° 107, juillet 2021.
- « Quartiers prioritaires de la politique de la ville en Occitanie : les multiples visages de la pauvreté », *Insee Dossier Occitanie* n° 7, juillet 2018.

